



**Près de 70 millions de gourdes ont disparu à travers 340 écoles qui sont éclaboussées dans la corruption sur les 8 mille 300 inscrites dans le Programme de scolarisation universelle, gratuite et obligatoire (Psugo). L'État haïtien s'engage à récupérer cet argent qui est détourné par les directeurs d'écoles dans le cadre du Psugo.**

C'est pour le moins, ce qu'a annoncé le titulaire du Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP), lors d'une rencontre tenue dans les locaux du Palais national, ce mercredi 15 juillet 2015.

Le président de la République, pour sa part, explique que près de 8 mille 300 établissements scolaires font partie du Psugo dont 6 mille 200 privées et 2 mille 100 écoles publiques, soulignant que ces deux effectifs combinés totalisent environ 1,4 million d'enfants scolarisés durant son mandat. Il a fallu, poursuit-il, la conduite d'une enquête dans le cadre de l'évaluation du programme pour déceler le nombre d'écoles respectant les clauses du contrat paraphé avec le MENFP.

De l'avis de M. Martelly, il convient de faire la lumière autour de diverses questions en ce qui concerne l'éducation des enfants du pays. Mais, il incombe à l'État haïtien de jeter les bases afin de développer la coopération avec d'autres partenaires, notamment avec la France qui manifeste sa volonté de contribuer au renforcement du système éducatif, voire l'amélioration de

sa qualité.

De son côté, Nesmy Manigat, titulaire du MENFP informe que des « irrégularités graves » ont été enregistrées dans les écoles inscrites dans le programme dans les départements de l'Ouest (Carrefour) et de l'Artibonite (Gros-Morne).

En ce qui concerne les 85 établissements éclaboussés dans le cadre de ce dossier, il s'agit d'un ensemble d'écoles dont l'effectif subventionné est supérieur à 10 par rapport à l'effectif constaté après la supervision des cahiers d'appel, le comptage physique des élèves.